

Bill Gates est venu à l'Unesco, à l'assaut du « Far-South »

C'est une victoire pour le lobbying antilogiciel libre américain! Aussi louables que soient les objectifs de cette collaboration il est étonnant de voir cette respectueuse institution, qui, il n'y a pas si longtemps reconnaissait le projet GNU comme « trésor du monde », retourner sa veste pour soutenir le logiciel propriétaire ! L'Unesco et Microsoft se promettent donc de travailler ensemble. Pourtant la CnuCED concluait dans son rapport annuel de 2003 que

« les logiciels libres pourraient dynamiser le secteur des TIC dans les pays en développement ». En acceptant cet accord l'institution remet-elle en question son objectif premier: réduire la fracture numérique dans les pays en développement? Les conséquences de cet abandon sont lourdes et négatives pour les pays du Sud tandis que pour la firme de Redmond les « retombées commerciales et idéologiques » sont importantes et les investissements minimes. La promotion du logiciel propriétaire incite les pays en développement à concevoir le software comme une chose que l'on vend et non comme quelque chose que l'on construit, soi-même, à sa façon. Ainsi il devient acceptable de renoncer à des libertés essentielles dans le seul but d'utiliser des programmes informatiques. *« La liberté est pour la science ce que l'air est pour l'animal »* Henri Poincaré Du client libre l'on devient un client captif, dépendant des spécificités linguistiques et culturelles d'un géant homérique, qui n'a pas la volonté de développer des versions de ses logiciels dans des langues ou des horizons qui ne lui offrent pas une rentabilité suffisante. Ce qui n'est pas le cas du logiciel libre qu'il soit bénévole ou pas il permet cette proximité, cette localisation. Les navigateurs alternatifs comme Mozilla ou Opéra (lire nos articles) permettent sans financement et sans organisation officielle de développer des interfaces originales, par exemple dans une langue peu usitée. Une philosophie bien différente de mutualisation des savoirs et de partage culturel. A l'ère de l'informatique, l'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de choisir entre l'homme consommateur lambda d'une technologie quasi secrète, et l'homme producteur, détenteur d'une connaissance totale de son environnement informatique. En adhérant au logiciel propriétaire, l'Unesco fait l'éloge de la location technologique et donc des dépenses qu'engendre cette dépendance, un paradoxe étrange quand on réalise que dans le cas du logiciel libre le développement est local, et qu'il n'y a plus de fuite des capitaux dédiés à la recherche et à l'innovation vers l'étranger. Espérons que cette accord ne soit pas exclusif comme l'indique Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Unesco, car seul le pays qui comprend ses outils logiciels peut maîtriser son développement. A l'heure actuelle, le logiciel libre est l'unique alternative efficace de développement culturel, scientifique, technologique et économique pour les pays du Sud.